



Conférence générale

Seizième session

Vienne, 30 novembre-4 décembre 2015

Point 10 b) de l'ordre du jour provisoire

Situation financière de l'ONUDI

Situation financière de l'ONUDI

Rapport du Directeur général

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 30 septembre 2015.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général	1	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2014-2015	2-8	2
III. Contributions	9-10	3
IV. Droit de vote	11-12	4
V. Plans de paiement pluriannuels	13	5
VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres	14	5
VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget	15	5
VIII. Mesure à prendre par la Conférence	16	6
 Annexe		
État des contributions au budget ordinaire		7

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire.



I. Aperçu général

1. La situation financière au 30 septembre 2015 peut, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit:

a) Les dépenses brutes au titre du budget ordinaire, à hauteur de 79,9 %, représentent un niveau légèrement supérieur à celui correspondant à la même période de l'exercice biennal précédent, soit 77,8 %;

b) Les dépenses engagées au titre du budget opérationnel se montent à 25,6 millions d'euros pour la période considérée. Les remboursements au titre des dépenses d'appui et les autres recettes se chiffraient à 12,5 millions d'euros à la fin de 2014 et à 13,6 millions d'euros au troisième trimestre 2015;

c) Les dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments se montent à 38,8 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur;

d) Le taux de recouvrement des contributions pour 2015 au 30 septembre 2015 est de 73,3 %, contre 77,6 % en 2014 et 84,7 % en 2013;

e) Le taux de recouvrement des arriérés de contribution des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours est de 13,3 %, contre 2,4 % au 30 septembre 2014 et 12,1 % au 30 septembre 2013;

f) Le montant des contributions non acquittées se chiffre à 114,2 millions d'euros, comme le montre l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 108 millions d'euros et 101,6 millions d'euros au 30 septembre 2014 et au 30 septembre 2013, respectivement;

g) Le solde du Fonds de roulement s'établit à 7 423 030 euros. Au 30 septembre 2015, un montant de 150 557 euros n'y avait pas encore été versé;

h) Des informations actualisées sur l'état des contributions et l'exercice du droit de vote seront présentées dans un document de séance (GC.16/CRP.1).

II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2014-2015

A. Budget ordinaire

2. Le taux global d'exécution du budget ordinaire se chiffre à 79,9 % des crédits ouverts en montant brut, ce qui fait apparaître une hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent (77,8 %). Le taux d'exécution devrait augmenter en raison des engagements de dépenses supplémentaires ayant trait aux services de conférence et aux services communs connexes en rapport avec la session de la Conférence générale, qui seront effectués avant la fin de l'exercice biennal.

3. Au 30 septembre 2015, les allocations de crédits pour l'ensemble de l'exercice biennal se montaient à 138,4 millions d'euros au total, soit 94,0 % du montant brut des prévisions de dépenses; les dépenses engagées s'établissaient à 117,6 millions d'euros.

B. Budget opérationnel

4. Des crédits d'un montant de 32,2 millions d'euros ont été alloués pour l'exercice biennal en cours, soit 98,2 % des montants prévus dans le programme et les budgets approuvés.

5. Au 30 septembre 2015, les dépenses imputées sur le budget opérationnel s'établissaient à 25,6 millions d'euros. Au cours de l'exercice biennal précédent, elles s'étaient inscrites à 23,6 millions d'euros durant la même période.

6. Au cours du troisième trimestre 2015, le montant consacré aux activités de coopération technique a atteint 128,8 millions de dollars (engagements de dépenses compris). Les recettes provenant du remboursement des dépenses d'appui et autres recettes pendant cette période ont atteint 13,6 millions d'euros.

C. Gestion des bâtiments

7. Un montant initial de 54,0 millions d'euros a été alloué au titre de l'exercice biennal pour la gestion des bâtiments.

8. Au 30 septembre 2015 les dépenses engagées s'élevaient à 38,8 millions d'euros, contre 45,4 millions d'euros en 2013. Ce montant équivaut à 70,4 % du montant brut du budget de l'exercice biennal approuvé pour la gestion des bâtiments.

III. Contributions

A. Recouvrement

9. Au total, 66 États Membres, dont 11 font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions et 22, dont 5 PMA, ont soit effectué des versements partiels, soit vu leur quote-part réduite au titre du reversement des soldes inutilisés pour 2015. Les contributions recouvrées pour la période allant de janvier à septembre 2015, ventilées par liste d'États, sont récapitulées au tableau 1.

Tableau 1

Recouvrement, janvier-septembre 2015

(En millions d'euros)

<i>Liste d'États*</i>	<i>Année en cours</i>	<i>Années antérieures</i>	<i>Total</i>
A	12,02	0,99	13,01
B	34,39	1,01	35,40
C	0,72	0,58	1,30
D	5,08	1,31	6,39
Autres	0,00	0,07	0,07
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00

<i>Liste d'États*</i>	<i>Année en cours</i>	<i>Années antérieures</i>	<i>Total</i>
Ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
Total	52,21	3,96	56,17

* Voir document PBC.31/11.

B. Contributions non acquittées

10. L'état détaillé des contributions non acquittées au 30 septembre 2015 est récapitulé à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2

Quotes-parts et contributions non acquittées au 30 septembre 2015

<i>Liste d'États*</i>	<i>Quotes-parts (pourcentage)</i>	<i>Millions d'euros</i>		
		<i>Année en cours</i>	<i>Années antérieures</i>	<i>Total</i>
A	21,818	3,66	3,91	7,57
B	57,858	7,07	0,00	7,07
C	11,402	7,48	16,99	24,47
D	8,118	0,76	2,86	3,62
Autres	0,031	0,02	0,25	0,27
Total partiel	99,227	18,99	24,01	43,00
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
Ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
Total	99,227	18,99	95,16	114,15

* Voir document PBC.31/11.

IV. Droit de vote

11. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 45 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 30 septembre 2015, conformément à l'Article 5.2 de l'Acte constitutif et à l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier, soit 8 de plus qu'à la même période l'année précédente. La situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs est présentée au tableau 3.

Tableau 3

Suspension de l'exercice du droit de vote au 30 septembre 2015

<i>Organe</i>	<i>Nombre d'États Membres</i>		
	<i>2015</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>
Conférence générale	45	37	35
Conseil du développement industriel	2	2	0
Comité des programmes et des budgets	2	1	0

12. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2015, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2012 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2013, soit un montant total minimum de 6 496 400 euros.

V. Plans de paiement pluriannuels

13. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et reconnaît les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté leurs engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de présenter des plans de paiement afin de réduire progressivement leurs arriérés.

Tableau 4

État des plans de paiement au 30 septembre 2015

(Montants en euros)

États Membres	Montant total des arriérés faisant l'objet du plan*	Montant restant à acquitter au 30/09/15	Montants reçus ou dus en 2015	Durée/ années	Date de la tranche due en 2015 (mois)	Tranche due	Versement effectué en 2015
Brésil	25 577 384	18 219 408	18 219 408	5	Juin	Quatrième/ cinquième	Retardé
Costa Rica	280 742	126 270	188 338	10	Septembre	Partie du troisième/ quatrième/ cinquième	Reçu
République de Moldova	878 231	87 674	82 067	10	Juin	Neuvième	Reçu
Ukraine	1 949 104	168 631	1 222 131	5	Avril	Troisième/ quatrième	Reçu
Total	28 685 461	18 601 983	19 711 944				

* Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres

14. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat s'efforce d'obtenir le versement de ces arriérés.

VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget

15. Des renseignements sur les soldes inutilisés des crédits ouverts seront communiqués dans un document de séance (GC.16/CRP.3).

VIII. Mesure à prendre par la Conférence

16. La Conférence générale pourrait envisager d'adopter le projet de décision suivant:

“La Conférence générale,

- a) Prend note des informations figurant dans le document GC.16/5;
- b) Prie instamment les États Membres et anciens États Membres qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris pour ce qui est des avances au Fonds de roulement et des arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard;
- c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses contacts avec les États Membres et les anciens États Membres, afin d'assurer le recouvrement des arriérés;
- d) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts pour faire en sorte que les États Membres actuels maintiennent leur appui à l'Organisation.”

Annexe

État des contributions au budget ordinaire (en euros)

Au 30 septembre 2015

État Membre	Contributions non acquittées	Avances non versées au Fonds de roulement	Montant total dû	Années	Droit de vote ^a	Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote
Afghanistan	0	0	0	–	Oui	0
Afrique du Sud	0	0	0	–	Oui	0
Albanie	0	0	0	–	Oui	0
Algérie	0	0	0	–	Oui	0
Allemagne	4 190 123	0	4 190 123	2015P	Oui	0
Angola	0	0	0	–	Oui	0
Arabie saoudite	0	0	0	–	Oui	0
Argentine	506 696	0	506 696	2015P	Oui	0
Arménie	914 275	0	914 275	1992P	Non	894 040
Autriche	0	0	0	–	Oui	0
Azerbaïdjan	0	0	0	–	Oui	0
Bahamas	0	0	0	–	Oui	0
Bahreïn	0	0	0	–	Oui	0
Bangladesh	5 984	0	5 984	2015P	Oui	0
Barbade	21 238	0	21 238	2013P	Oui	0
Bélarus	0	0	0	–	Oui	0
Belgique	1 055 143	0	1 055 143	2015	Oui	0
Belize	1 685	0	1 685	2013P	Oui	0
Bénin	13 361	0	13 361	2012P	Non	2 850
Bhoutan	0	0	0	–	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	41 732	0	41 732	2011P	Non	12 970
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	–	Oui	0
Botswana	0	0	0	–	Oui	0
Brésil	18 073 947	145 461	18 219 408	2005P	Oui	Plan de paiement
Bulgarie	0	0	0	–	Oui	0
Burkina Faso	3 435	0	3 435	2015P	Oui	0
Burundi	48 145	0	48 145	1995P	Non	46 170
Cabo Verde	0	0	0	–	Oui	0
Cambodge	0	0	0	–	Oui	0
Cameroun	13 139	0	13 139	2015P	Oui	0
Chili	0	0	0	–	Oui	0
Chine	0	0	0	–	Oui	0
Chypre	0	0	0	–	Oui	0
Colombie	377 778	0	377 778	2014P	Oui	0
Comores	143 535	1	143 536	1986	Non	141 540
Congo	15 967	26	15 993	2012P	Non	1 390
Costa Rica	126 270	0	126 270	2012P	Oui	Plan de paiement

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Côte d'Ivoire	0	0	0	–	Oui	0
Croatie	277 066	0	277 066	2014P	Oui	0
Cuba	523	0	523	2015P	Oui	0
Danemark	0	0	0	–	Oui	0
Djibouti	45 641	0	45 641	1995P	Non	43 660
Dominique	7 609	0	7 609	2005P	Non	5 630
Égypte	0	0	0	–	Oui	0
El Salvador	424 502	1 614	426 116	1988	Non	369 300
Émirats arabes unis	697 876	0	697 876	2015	Oui	0
Équateur	95 553	0	95 553	2014P	Oui	0
Érythrée	0	0	0	–	Oui	0
Espagne	0	0	0	–	Oui	0
Éthiopie	7 187	0	7 187	2015P	Oui	0
Ex-République yougoslave de Macédoine	46 860	0	46 860	2009P	Non	20 830
Fédération de Russie	0	0	0	–	Oui	0
Fidji	3 033	0	3 033	2015P	Oui	0
Finlande	0	0	0	–	Oui	0
Gabon	68 897	0	68 897	2012P	Non	8 650
Gambie	67 338	0	67 338	1994P	Non	65 360
Géorgie	1 639 758	450	1 640 208	1992P	Non	1 618 440
Ghana	15 767	0	15 767	2015P	Oui	0
Grèce	748 904	0	748 904	2015	Oui	0
Grenade	52 295	0	52 295	1995P	Non	50 320
Guatemala	0	0	0	–	Oui	0
Guinée	5 589	0	5 589	2012P	Non	2 100
Guinée-Bissau	125 666	1	125 667	1988P	Non	123 690
Guinée équatoriale	29 242	0	29 242	2011P	Non	8 070
Guyana	715	0	715	2015P	Oui	0
Haïti	0	0	0	–	Oui	0
Honduras	36 481	0	36 481	2011P	Non	10 450
Hongrie	311 923	0	311 923	2015	Oui	0
Îles Marshall	719	74	793	2015	Oui	0
Inde	782 154	0	782 154	2014P	Oui	0
Indonésie	406 075	0	406 075	2015	Oui	0
Iran (République islamique d')	1 368 649	0	1 368 649	2011P	Non	303 140
Iraq	79 778	0	79 778	2015	Oui	0
Irlande	0	0	0	–	Oui	0
Israël	0	0	0	–	Oui	0
Italie	70 045	0	70 045	2015P	Oui	0
Jamaïque	50 506	0	50 506	2012P	Non	9 980
Japon	1 010 643	0	1 010 643	2015P	Oui	0
Jordanie	0	0	0	–	Oui	0

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Kazakhstan	102	0	102	2015P	Oui	0
Kenya	0	0	0	–	Oui	0
Kirghizistan	383 164	0	383 164	1993P	Non	378 600
Koweït	320 548	0	320 548	2015	Oui	0
Lesotho	0	0	0	–	Oui	0
Liban	95 578	0	95 578	2013P	Oui	0
Libéria	0	0	0	–	Oui	0
Libye	306 964	0	306 964	2014P	Oui	0
Luxembourg	0	0	0	–	Oui	0
Madagascar	6 401	0	6 401	2014P	Oui	0
Malaisie	0	0	0	–	Oui	0
Malawi	4 271	0	4 271	2013P	Oui	0
Maldives	3 344	0	3 344	2011P	Non	1 370
Mali	17 215	0	17 215	2011P	Non	3 980
Malte	0	0	0	–	Oui	0
Maroc	72 590	0	72 590	2015P	Oui	0
Maurice	0	0	0	–	Oui	0
Mauritanie	88 397	137	88 534	1992P	Non	83 820
Mexique	2 161 184	0	2 161 184	2015	Oui	0
Monaco	0	0	0	–	Oui	0
Mongolie	6 788	0	6 788	2014P	Oui	0
Monténégro	19 689	242	19 931	2012P	Non	4 320
Mozambique	0	0	0	–	Oui	0
Myanmar	7 204	0	7 204	2014P	Oui	0
Namibie	0	0	0	–	Oui	0
Népal	13 237	0	13 237	2014P	Oui	0
Nicaragua	0	0	0	–	Oui	0
Niger	53 239	0	53 239	1995P	Non	47 000
Nigéria	2 592	0	2 592	2015P	Oui	0
Norvège	0	0	0	–	Oui	0
Oman	0	0	0	–	Oui	0
Ouganda	23 898	0	23 898	2012P	Non	4 260
Ouzbékistan	483 247	0	483 247	1997P	Non	439 890
Pakistan	100 976	0	100 976	2014P	Oui	0
Panama	0	0	0	–	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	43 869	208	44 077	2003P	Non	32 370
Paraguay	0	0	0	–	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	–	Oui	0
Pérou	50 348	0	50 348	2015P	Oui	0
Philippines	31 411	0	31 411	2015P	Oui	0
Pologne	0	0	0	–	Oui	0
Qatar	462 583	0	462 583	2014P	Oui	0
République arabe syrienne	129 865	1 448	131 313	2012P	Non	20 830

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
République centrafricaine	120 356	1	120 357	1989	Non	118 380
République de Corée	0	0	0	–	Oui	0
République de Moldova	87 747	0	87 747	1999P	Oui	Plan de paiement
République démocratique du Congo	162 541	43	162 584	1989P	Non	152 080
République démocratique populaire lao	0	0	0	–	Oui	0
République dominicaine	748 761	649	749 410	1987	Non	600 810
République populaire démocratique de Corée	0	0	0	–	Oui	0
République tchèque	0	0	0	–	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	24 923	0	24 923	2012P	Non	3 760
Roumanie	0	0	0	–	Oui	0
Rwanda	5 130	0	5 130	2012P	Non	420
Sainte-Lucie	0	0	0	–	Oui	0
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	–	Oui	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	119 826	1	119 827	1989P	Non	117 850
Samoa	0	0	0	–	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	143 535	1	143 536	1986	Non	141 560
Sénégal	7 237	0	7 237	2014P	Oui	0
Serbie	46 717	0	46 717	2015	Oui	0
Seychelles	719	0	719	2015	Oui	0
Sierra Leone	1 325	0	1 325	2014P	Oui	0
Slovaquie	100 261	0	100 261	2015P	Oui	0
Slovénie	0	0	0	–	Oui	0
Somalie	143 534	1	143 535	1986	Non	141 560
Soudan	5 440	0	5 440	2015P	Oui	0
Sri Lanka	0	0	0	–	Oui	0
Suède	0	0	0	–	Oui	0
Suisse	0	0	0	–	Oui	0
Suriname	13 072	0	13 072	2013P	Oui	0
Swaziland	0	0	0	–	Oui	0
Tadjikistan	73 994	0	73 994	1997P	Non	65 170
Tchad	109 122	130	109 252	1991	Non	103 010
Thaïlande	0	0	0	–	Oui	0
Timor-Leste	2 042	0	2 042	2015P	Oui	0
Togo	14 501	0	14 501	1999P	Non	12 520
Tonga	1 547	0	1 547	2013P	Oui	0
Trinité-et-Tobago	0	0	0	–	Oui	0
Tunisie	34 834	0	34 834	2015P	Oui	0
Turkménistan	277 780	0	277 780	1996P	Non	204 940
Turquie	0	0	0	–	Oui	0
Tuvalu	2 826	68	2 894	2012P	Non	920
Ukraine	168 630	0	168 630	2014P	Oui	0

État Membre	Contributions non acquittées	Avances non versées au Fonds de roulement	Montant total dû	Années	Droit de vote ^a	Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote
Uruguay	55 028	0	55 028	2015P	Oui	0
Vanuatu	72 879	1	72 880	1992P	Non	70 900
Venezuela (République bolivarienne du)	1 494 428	0	1 494 428	2013P	Oui	0
Viet Nam	0	0	0	—	Oui	0
Yémen	28 670	0	28 670	2011P	Non	7 500
Zambie	7 187	0	7 187	2015	Oui	0
Zimbabwe	7 277	0	7 277	2013P	Oui	0
Total partiel	43 000 020	150 557	43 150 577			6 496 400
Ex-Yougoslavie ^b	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		
État non membre:						
États-Unis d'Amérique ^c	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
Total	114 150 506	150 557	114 301 063			6 496 400

Notes:

(P) Versement partiel.

^a Conformément au paragraphe 2 de l'article 5 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, 45 États Membres ont été suspendus de l'exercice de leur droit de vote.^b Contribution sur le point d'être réglée (résolution 63/249 de l'Assemblée générale).^c État membre de l'ONUDI jusqu'au 31 décembre 1996.